



Département Persyst

## Mission de Marcel de Raïssac en Guinée

22-23 Avril 2008

### Compte rendu

## Calendrier de la mission

- 20-21 Avril
  - Vol Montpellier/Paris/Conakry
- 22 Avril
  - Réunion avec la direction générale de l'IRAG et les responsables de centre
  - Réunion avec le Mr le Ministre de l'Agriculture, Mahmoud Camara
  - Réunion avec la Conseillère au Développement Rural de l'Union Européenne, Sophie Primot
  - Réunion avec la Confédération Nationale des Organisations Paysannes (CNOP)
  - Réunion avec le SCAC
- 23 Avril
  - Visite du centre IRAG de Foulaya
  - Visite de la ferme Fabik, relations « privé - recherche publique »
  - Retour à Conakry et visite du CERE (Centre d'Etudes et Recherche sur l'Environnement), Université de Conakry
  - Réunion avec l'AFD sur le projet « Riz Basse Guinée »
  - Départ pour Dakar

## Objectifs

- Objectif général défini par la mission confiée par Robert Habib et portant sur « l'analyse de notre positionnement scientifique et de notre partenariat en Afrique de l'Ouest et leurs perspectives de renforcement »
- Objectif spécifique portant sur l'analyse de la situation actuelle en Guinée et des possibilités de renforcement des activités de Persyst

## Principaux éléments de la mission

Le département Persyst est impliqué en Guinée au travers de deux agents accueillis par L'IRAG :

- Patrice de Vernou, en poste à Conakry, conseiller auprès du directeur général de l'IRAG et assurant la coordination du FSP d'appui à la recherche
- Nathalie Lamanda, détachée au MAE sur poste ATD, affectée au Cnra de Sédégou sur le projet agroforestier.

### Le projet agroforestier de Guinée Forestière

Etant donné la brièveté de ma visite (2 jours) et la difficulté d'accès à Nzérékoré et Sérédougou, je n'ai pu rencontrer Nathalie et visiter ses terrains expérimentaux. Nous avons procédé par réunion téléphonique en début et fin de mission. Il est donc difficile de se faire une idée précise sur le projet en cours. On peut néanmoins retenir les éléments suivants :

- Un **positionnement pertinent** dans le contexte de la Guinée Forestière, où les systèmes agroforestiers (SAF) sont très présents, avec de vraies questions de recherche à traiter (évolution écologique, évaluation des performances agronomiques, options d'intensification écologique) et des applications en termes d'éclairage des politiques publiques d'usage et d'aménagement de la zone forestière.
- Le projet présente :
  - une appartenance forte aux axes prioritaires 1 et 6 du Cirad
  - un terrain africain et un projet conduit avec les partenaires nationaux
  - dans un cadre de renforcement des activités Cirad sur les SAF, qui s'est traduit par le recrutement récent d'une modélisatrice agroécologue à destination de l'équipe.

Tous ces éléments confèrent au projet une **forte légitimité interne au Cirad**.

- Une **montée en puissance de l'équipe IRAG** encadrée par Nathalie. Trois jeunes chercheurs interviennent avec Nathalie dans le projet, sur la diversité biologique des systèmes, sur l'évaluation des performances agronomiques, sur la compréhension des pratiques paysannes. Le retour prochain de Nathalie à Montpellier doit être l'occasion de raisonner les modalités d'une poursuite du projet.
- Un **dispositif de recherche à consolider** par des analyses comparées de situations, et par le recours à la modélisation. Nous voyons ainsi :
  - Une chance de création d'un réseau SAF sur la base de l'atelier organisé en Guinée sous l'égide du FSP en novembre prochain ;
  - Une nécessaire implication de Nathalie et de la modélisatrice dans les activités à venir ;
  - Le lien à conforter avec le projet mené au Cameroun par Patrick Jagoret, dans un écosystème proche, mais avec des composantes sociales, culturelles et politiques différentes.
- Des **difficultés opérationnelles réelles** depuis le site de Nzérékoré (administratives, financières, logistiques, conditions de vie). L'achèvement du FSP en décembre 2008, le départ de Nathalie et de Patrice risquent de rendre la situation plus délicate, voire inopérante.

## **L'IRAG et le FSP d'appui à la création d'un système national de recherche agronomique, zootechnique et halieutique en Guinée**

### Le FSP

Un fondement du FSP n° 2003-82 est que l'agriculture et la pêche constituent deux secteurs clés de l'économie guinéenne, et qu'il existe une marge de progrès importante sur laquelle la recherche peut agir.

Il se propose de venir en appui aux deux institutions majeures du paysage de la recherche guinéenne : l'Institut de Recherche Agronomique de Guinée (IRAG) et le Centre National des Sciences Halieutiques de Boussoura (CNSHB), dans un projet organisé autour de 3 composantes :

- Composante 1 : renforcement de l'IRAG (dont le principal opérateur est le Cirad)
- Composante 2 : renforcement du CNSHB (dont le principal opérateur est l'Ird)
- Composante 3 : création d'un Système National de Recherche

L'objectif principal est de contribuer à pérenniser le dispositif de recherche national dans les domaines agronomiques et halieutiques, à améliorer son organisation, son efficacité, son autonomie et sa capacité à répondre aux besoins de développement dans ces secteurs.

Nous ne ferons ici que le point sur les avancées de la composante 1 et les perspectives de la composante 3, pour lesquelles le Cirad est engagé au travers d'assistants techniques affectés dans les centres de recherche, et par P de Vernou sur la coordination au niveau de la DG.

Le projet, qui devait démarrer en début 2004, a pris du retard et a réellement démarré en avril 2005. Il a été prolongé en 2007 de 18 mois et se terminera en décembre 2008.

### Appui du FSP à l'IRAG

Au démarrage du projet en 2005, une conférence interne de concertation (CIC) a permis de valider les priorités d'actions pour le renforcement de l'IRAG. Elles servir de grille d'analyse de l'avancement du projet :

- l'amélioration de la gestion financière, marquée au départ par l'absence d'une comptabilité générale et d'une gestion transparente des projets. Un séminaire organisé dans le cadre du FSP en 2006 a permis de sensibiliser l'ensemble de l'institution et des premières étapes de mise en place sont réalisées. Un long chemin reste à parcourir et l'IRAG souhaite l'appui du Cirad, dans le cadre du FSP. Le SAF de Persyst est disposé à fournir cet appui, en fonction des attentes et selon des modalités qui seront discutées lors de la visite du DG de l'IRAG à Montpellier en juin.
- La formation du personnel scientifique. C'est là un point crucial. Pour les chercheurs seniors, qui sont restés à l'écart des évolutions de la science agronomique internationale. Mais plus encore pour les jeunes recrutés. Il convient de noter que d'ici à 2012 (dans 4 ans), 80 % des chercheurs de l'IRAG partiront en retraite. La politique de recrutement de l'institution est d'ores et déjà initiée, et un besoin fort de formation des jeunes personnels scientifiques est exprimé. Etant données les difficultés de l'université, des formations diplômantes supérieures hors du pays doivent être proposées –avant recrutement–, ainsi que des encadrements en début de carrière, à l'instar de ce qu'a réalisé Nathalie Lamanda. Il ne faudrait pas que la fin du FSP signe la fin de l'appui aux jeunes chercheurs fourni par le Cirad actuellement.
- Le désenclavement des centres. Autre point d'importance, les centres dispersés dans les régions ont du mal à survivre avec de faibles moyens alloués. La direction de l'IRAG s'oriente vers une politique de concentration des moyens sur un nombre réduit de centres spécialisés, les autres devenant des « stations expérimentales » complémentaires disposant d'une infrastructure légère. Les équipements scientifiques lourds et les moyens humains seraient ainsi affectés à quelques centres à vocation

nationale. Ce serait le cas du centre de Foulaya que nous avons pu visiter la 2<sup>ème</sup> journée, dont le rayonnement est ancien et qui est bien positionné dans le pays et proche de la direction sise à Conakry.

- La valorisation des résultats de la recherche. Autre point d'importance qui conditionne la survie de l'IRAG, dans un contexte où la dotation de l'état (L'IRAG est sous tutelle du Ministère de l'Agriculture, de l'Environnement, des Eaux et Forêts, et non du Ministère de la Recherche) subvient juste aux salaires des fonctionnaires, mais peut difficilement couvrir des charges d'investissement ou de fonctionnement importantes. Les ressources propres deviennent un enjeu primordial de l'institution. Deux voies principales sont actuellement explorées : l'expertise des chercheurs et la valorisation du foncier (L'IRAG dispose de 1700 ha de terres cultivables qui peuvent être mis en exploitation, soit directement, soit par l'intermédiaire de sociétés).
- Les cadres de concertation avec les acteurs. Les acteurs du développement sont devenus incontournables et de nombreux fonds transitent aujourd'hui par eux. L'IRAG a fait un effort pour se rapprocher d'eux et tenter de répondre à certaines de leurs commandes. On retient par exemple le partenariat indispensable avec la CNOP (Confédération Nationale des Organisations Paysannes). Des fonds de développement rural sont reçus par la CNOP qui les redistribue aux OP sur des programmes établis. La CNOP peut aussi saisir la recherche (et principalement l'IRAG) sur des verrous de blocage tels que : transformation du beurre de karité ; micropropagation des boutures d'igname, mouche des fruits etc....
- Le renforcement des partenariats scientifiques. En lien avec l'insertion dans des projets nationaux, mais surtout internationaux, et avec le renforcement des compétences. Dans une situation encore de renfermement sur soi, le progrès de l'institution ne passera que par son ouverture sur l'extérieur. Cela reste un large chantier à mettre en place.
- La programmation scientifique, et la réactualisation du plan stratégique. Ce chantier aussi a démarré, avec une volonté très louable de mettre à plat l'organisation et fonctionnement actuels, qui ont marqué leurs limites. Au départ, on dénombre 33 programmes de recherche, dont 1/3 n'avait aucune activité, et moins de la moitié avait enregistré des publications en 2004-2005 (de quelque nature que ce soit). 18 programmes déclaraient avoir un contact avec un chercheur extérieur à l'IRAG. Le travail de réflexion qui a été mené depuis a cherché à recentrer les activités de recherche sur un nombre d'axes limité, et de les placer dans le cadre de PRRD (Projets Régionaux de R et D) abondés par le FSP. Les choix sont aujourd'hui faits, mais méritent d'être poussés plus loin dans le recentrage et la clarification entre axes, thèmes prioritaires et projets.

### Les suites du FSP

Le FSP s'achève au 31 décembre 2008 et aucune suite n'est envisagée. De fait, les SCAC se retrouvent actuellement dans une situation précaire, dans le cadre de la RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques), et toute perspective d'avenir est en attente. Cela pose un problème fondamental pour la recherche en coopération. L'AFD, qui devrait récupérer certaines missions, moyens et financements actuellement affectés aux SCAC, n'a pas vocation à soutenir la recherche dans les pays partenaires. Le Cirad et les organismes de recherche du sud risquent de se retrouver sans ce relais précieux, et sans alternatives. Dans le cas de la Guinée, le FSP en cours apporte des moyens financiers à l'IRAG, non seulement fonctionnels de recherche, mais aussi structurels et d'appui à la gestion. Alors que des progrès tangibles sont enregistrés depuis le début du FSP, une régression dans les années à venir n'est pas à écarter.

L'achèvement du FSP implique aussi la fin de la mission de P de Vernou auprès du DG de l'IRAG.

Mais il ne faudrait pas que la fin du FSP signe pour le Cirad un arrêt de la coopération avec l'IRAG et la Guinée.

## **Le CERE**

Le CERE est le Centre d'Etudes et de Recherche en Environnement. Il est une émanation de l'université de Conakry, où ses locaux sont positionnés. Mais ce centre jouit d'une large autonomie, à commencer par l'autonomie financière et de gestion. Et glane de nombreux financements externes, comme la qualité des laboratoires et des équipements le montre. Il compte 17 enseignants-chercheurs, a un statut de formation doctorale et publie très correctement. Il est indéniable que le CERE offre une option de partenariat intéressante, notamment d'encadrement d'étudiants dans leurs parcours de master et thèse. La visite courte ne permet pas d'aller plus avant dans l'analyse.

## **Le Minsitère de l'Agriculture**

Au cours de la rencontre avec le Ministre, celui-ci a précisé les grandes lignes de sa politique agricole, qui est inscrite dans la vision 2015. Une insistance a été donnée dans la discussion au développement des biocarburants. Il a été indiqué que le Cirad avait placé ce thème dans ses axes prioritaires de recherche, avec une préoccupation de développer des filières courtes locales. C'est bien dans cet esprit que le ministre confirme sa propre vision du développement de cette filière et souhaite l'appui du Cirad.

## **Conclusions**

Cette visite de 2 jours n'a pas permis d'explorer toutes les composantes de la recherche agronomique en Guinée. Elle n'en a pas moins été très riche grâce à la disponibilité et l'amabilité de tous ceux que j'ai pu rencontrer, et à l'organisation sans faille de P de Vernou.

L'achèvement du projet FSP en décembre et la situation précaire des SCAC (d'une manière générale) inquiètent sur les perspectives de l'IRAG. Alors que celui-ci avait progressé indéniablement dans le bon sens depuis le début du projet, que des chantiers prometteurs ont été lancés, le manque de moyens financiers à partir de 2009 risque de remettre en cause les acquis.

Le problème du financement de la recherche est de nouveau posé, pas seulement pour l'IRAG et pour la Guinée, mais pour les systèmes nationaux de recherche en général. L'état assume le plus souvent sa responsabilité première par une dotation qui couvre les charges salariales, mais ses moyens limités vont rarement au-delà. Les grands financements extérieurs (UE, BM, BAD, AFD) se tournent résolument vers l'appui au développement en délaissant largement les systèmes de recherche. Certes, ceux-ci peuvent bien émerger sur quelques volets de projets de développement, mais au risque : 1) de dispersion de ses activités ; 2) d'implication excessive dans de la recherche d'ajustement technique à très court terme ; 3) de ne pas couvrir les frais structurels de son dispositif propre.

Pour pallier à cette dernière menace, l'IRAG porte haut une réflexion sur sa capacité à générer des ressources propres. L'effort va bien évidemment dans le bon sens, mais sera-t-il suffisant ? N'est-il pas temps de redonner à la recherche les moyens structurels qui lui font défaut, en réaffirmant politiquement son rôle dans la société au-delà de la seule résolution technique d'un problème à court terme, et en sensibilisant les grands bailleurs de fonds ? Côté français, la défection du SCAC rend urgente l'implication d'autres appuis financiers.

Sur le plus court terme, l'IRAG exprime une attente forte vis-à-vis du Cirad dans les domaines suivants :

- appui, encadrement, formation des jeunes chercheurs recrutés (notamment sur les financements FAC et FSP) ;
- ouverture sur l'extérieur et portage de projets de recherche en commun ;
- appui sur l'animation scientifique et sur le renforcement du centre de Foulaya, où le Directeur Scientifique Billo Barry sera prochainement affecté ;
- appui sur la gestion administrative et financière.

Sur ce dernier point, comme signalé, des contacts sont d'ores et déjà pris avec le SAF du département Persyst. Sur les autres points, le champ est ouvert.

A titre personnel, il me semble que plusieurs aspects doivent nous inciter à renforcer notre collaboration avec l'IRAG :

- un pays aux potentialités agricoles exceptionnelles, où il existe une marge de progrès considérable et de vastes terrains à explorer par la recherche ;
- un partenaire national dont l'évolution est positive -même si les avancées concrètes restent modestes car récentes-, qui connaît ses lacunes et souhaite l'ouverture sur l'extérieur ;
- un partenariat qui, pour le Cirad, entre dans ses priorités géographiques et thématiques.

*M de Raïssac  
Mai 2008*